HAÏTI - Le feu couve sous la cendre chaude des dernières mobilisations

Pierre Gotson, AlterPresse

mercredi 28 novembre 2018, mis en ligne par Dial

Mardi 27 novembre 2018, Port-au-Prince - AlterPresse - La tendance est au retour à la normale en Haïti, qui a été paralysée, la semaine dernière par des mobilisations anti-gouvernementales et une grève générale, dont l'initiative revenait à une frange de l'opposition, réunie au sein de la coalition appelée Secteur démocratique et populaire.

La tentative de rééditer ce mouvement cette semaine a échoué. Les activités quotidiennes se sont déroulées presque comme à l'ordinaire à la capitale, alors que la coalition avait demandé la paralysie du pays durant les journées de lundi et mardi, pour forcer le président Jovenel Moise à laisser le pouvoir.

On s'attend à une journée plutôt habituelle ce mardi. La seule incertitude concerne la disposition des parents à envoyer leurs enfants à l'école. Hier, ils étaient encore quelque peu méfiants.

Ils n'étaient pas totalement rassurés par les propos du ministre de l'intérieur et des collectivités territoriales, Jean Marie Reynaldo Brunet, qui a rappelé que les forces de l'ordre ont la responsabilité de neutraliser tout fauteur de trouble.

Les autorités, dont le premier ministre Jean-Henry Céant, multiplient les interventions à travers les médias et tentent de reprendre l'initiative.

Frustrations, résistance

L'atmosphère demeure lourde de frustrations, tandis que les revendications qui ont mobilisé, ces derniers temps, des milliers de personnes, en particulier les jeunes, dans diverses villes du pays, demeurent intactes. Lumière sur la dilapidation présumée des fonds Petro-Caribe d'aide vénézuéliens et départ du chef de l'État.

Le gouvernement bénéficie de l'appui clairement exprimé de la communauté internationale, qui prône le dialogue pour résoudre la crise. Appel entendu dans certaines sphères de l'opposition et repris par des organisations politiques formant le bloc au pouvoir, autour du Parti haitien tèt kale.

Mais, le fossé se creuse entre le pouvoir et les citoyens. Difficulté de formuler une réponse adéquate au problème de la corruption, lecture erronée des préoccupations de la population, dégradation accélérée de la situation socio-économique, violence des gangs et insécurité.

Malgré un apparent retour au calme, on a comme l'impression que le feu continue de couver sous la cendre encore chaude des dernières mobilisations.

« Démissionner est un acte constitutionnel et patriotique, autant que le respect du mandat présidentiel », font valoir des PetroChallengers ou militants anti-corruption du Sud-est du pays. « Nous nous sommes rendus compte qu'avec le président Jovenel Moïse, il n'y aura jamais un procès Petro-Caribe », désespèrent-ils.

http://www.alterpresse.org/spip.php?article23826